

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2007)
Heft: 1730

Artikel: L'UDC n'est pas digne de gouverner : même lorsqu'elle approuve un projet (la 5e révision de l'AI), l'UDC le fait d'une manière inacceptable
Autor: Dépraz, Alex
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1024307>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'UDC n'est pas digne de gouverner

Même lorsqu'elle approuve un projet (la 5e révision de l'AI), l'UDC le fait d'une manière inacceptable

Alex Dépraz (21 avril 2007)

«Paresseux, fainéants, parasites sociaux parmi lesquels les étrangers sont particulièrement nombreux»; «balkanisation de l'AI». Les termes employés par le [communiqué](#) de presse officiel de l'UDC sur la 5ème révision de l'assurance invalidité sont tout simplement inacceptables. Même les esprits les plus critiques par rapport au fonctionnement de l'assurance sociale fédérale ne peuvent être que choqués par ce vocabulaire nauséabond.

Il ne s'agit pas d'un dérapage mais d'une stratégie. L'UDC n'analyse pas objectivement les dysfonctionnements de l'AI; elle ne plaide même pas pour

«la réinsertion plutôt que la rente», qui est l'objectif déclaré de la révision soumise au référendum populaire (cf. [l'article d'AG du 17 avril 2007](#)). Elle stigmatise les personnes parmi les plus fragiles et désigne des boucs émissaires, étrangers de préférence. Le tout en invoquant une étude scientifique: elle en cite les chiffres mais pas les conclusions. Ce n'est pas parce qu'une catégorie est surreprésentée dans les statistiques de l'AI qu'elle abuse forcément du système. La campagne sur la 5ème révision de l'AI démarre mal.

A l'approche des élections fédérales, il faut le marteler.

Ces méthodes disqualifient l'UDC comme parti gouvernemental. La règle devrait non seulement s'appliquer au niveau fédéral mais aussi au niveau cantonal où les populistes ne peuvent d'un coup de baguette magique devenir fréquentables. Urs Schwaller, chef du groupe PDC aux Chambres fédérales, affirme dans [Le Temps](#) (20.4) que l'UDC est un adversaire. Toutes les forces démocratiques de ce pays doivent en prendre conscience et en tirer les conséquences: ériger une barrière autour de ce parti et ne pas lui emboîter le pas.

Le faux label de la gauche authentique

Elections zurichoises ou françaises, le problème des socialistes n'est pas d'être plus à gauche mais d'être inventifs et offensifs plus près des réalités

Jean-Daniel Delley (26 avril 2007)

Si Ségolène Royal n'était pas parvenue à se maintenir au second tour de l'élection présidentielle, on aurait entendu à coup sûr, venant de ses rangs, le reproche qu'elle n'avait pas suffisamment marqué ses positions à gauche. Dans un contexte fort différent, les socialistes zurichoises devraient [leur récente défaite électorale](#) à une politique trop consensuelle. C'est ce qu'aiment à croire nombre de camarades romands qui, par crainte ou par complexe,

marquent à la culotte une extrême gauche d'autant plus vindicative qu'elle n'assume pas de responsabilités. Même au plan fédéral, on se souvient que Peter Bodenmann, l'ancien président du PSS, prétendait que les socialistes suisses se situaient à la gauche de la gauche européenne.

Cette course au label de la gauche authentique ne conduit qu'à une surenchère verbale et à des propositions irréflechies, sans souci aucun de faisabilité.

Un Besancenot est-il plus à gauche que Ségolène Royal lorsqu'il préconise d'interdire les licenciements? Et les communistes genevois ou lausannois sont-ils plus progressistes que les socialistes en proposant la gratuité des transports publics? L'extrémisme rime très vite avec le populisme.

Ce n'est ni en radicalisant leurs positions, ni d'ailleurs en les affadissant, que les socialistes convaincront. Le problème de